**FORMULAIRE DE CANDIDATURE EN FORMAT WORD**

**Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones (EMRIP),**

**membres de deux régions socio culturelles autochtones (Afrique et Amérique du Nord)**

Nominations à effectuer par le Conseil des droits de l'homme lors de sa 46e session

***DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 27 NOVEMBRE 2020 À 12H00 (HEURE DE GREENWICH)***

*La procédure de candidature comprend deux parties obligatoires :*

***(1) enquête en ligne*** *(*[*https://ohchr-survey.unog.ch/index.php/672471*](https://ohchr-survey.unog.ch/index.php/672471)*) et*

***(2) formulaire de candidature en format Word*** *(à télécharger surhttps://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/SP/Pages/HRC46.aspx*[*https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/SP/Pages/HRC46.aspx*](https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/SP/Pages/HRC46.aspx)*)*

* *Les candidats doivent indiquer à la question 10 de la section I (Données personnelles) ci-dessous pour quelle région socioculturelle autochtone ils posent leur candidature et ensuite inclure dans la lettre de motivation de la section III la raison pour laquelle ils posent leur candidature pour la région socioculturelle autochtone spécifique.*
* *Une fois entièrement rempli, le formulaire de candidature Word doit être envoyé par courrier électronique à l'adresse suivante :* *hrcspecialprocedures@ohchr.org*
* *Un maximum de trois lettres de référence facultatives (en Word ou PDF) peuvent être jointes au courriel. Pour les candidats à l'EMRIP, il est préférable que l'une des trois lettres provienne d'une organisation ou d'une entité représentant les peuples autochtones. Aucun document supplémentaire (par exemple, CV, curriculum vitae ou lettres de référence supplémentaires) ne sera accepté.*
* *Les candidats recevront un courriel d'accusé de réception lorsque les deux parties du processus de candidature, c'est-à-dire les données soumises par le biais de l'enquête en ligne et du formulaire de candidature Word, auront été reçues par le Secrétariat. Les candidats présélectionnés seront interviewés ultérieurement.*
* *Les candidatures ne seront prises en considération que si les deux parties et toutes les sections du formulaire de candidature Word ont été complétées et reçues par le Secrétariat avant l'expiration du délai.* ***Les candidatures incomplètes ou tardives ne seront pas acceptées.***
* *La description générale du processus de sélection et les réponses aux questions fréquemment posées sont disponibles sur les sites* [*https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/SP/Pages/Nominations.aspx*](https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/SP/Pages/Nominations.aspx) *et* [*https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/SP/Pages/BasicInformationSelectionIndependentExperts.aspx*](https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/SP/Pages/BasicInformationSelectionIndependentExperts.aspx)
* *En cas de difficultés techniques ou de problèmes pour accéder aux formulaires ou les remplir, vous pouvez contacter le Secrétariat par courrier électronique (hrcspecialprocedures@ohchr.org) ou par fax (+41 22 917 9008).*

***APPLICATION DEADLINE: 27 NOVEMBER 2020 AT 12:00 NOON GREENWICH MEAN TIME***

* *The application process consists of two compulsory parts:****(1) online survey[[1]](#footnote-1)*** *(*[*https://ohchr-survey.unog.ch/index.php/672471*](https://ohchr-survey.unog.ch/index.php/672471)*) and****(2) application form in Word format[[2]](#footnote-2)***

**I. PERSONAL DATA**

|  |  |
| --- | --- |
| **1. Nom de famille** :MOHAMED ABBA  | **5. Année de naissance:**   31/12/1962   |
| **2. Prénom:**     Hamadi  | **6. Lieu de naissance**    Esssakane   |
| **3. Autres noms (si existants):**       | **7. Nationalité (Merci d'indiquer la nationalité qui apparaîtra sur la liste publique des candidats):**    Malienne   |
| **4. Genre:** Masculin  | **8.Autre nationalité:**       |
| **9. Origine autochtone:**      Touareg |
| **10. Merci d’indiquer pour quelle région autochtone vous vous portez candidat (SVP cochez la case):** | ☐ **Afrique****☐ Amérique du nord** |

**II. COMPÉTENCES / QUALIFICATIONS / CONNAISSANCES SPÉCIFIQUES AU MANDAT**

**NOTE : Veuillez décrire pourquoi les compétences / qualifications / connaissances du candidat sont pertinentes par rapport au mandat spécifique :**

**QUALIFICATIONS (200 mots)**

**Diplômes pertinents ou expérience professionnelle équivalente dans le domaine des droits de l'homme ; bonnes capacités de communication (à l'oral et à l'écrit) dans l'une des six langues officielles des Nations unies (anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe).**

Avec mon Titre d’Expert en Ingénierie de Développement Local, j’ai une forte expérience dans le domaine de Développement Local. J’accompagne les Collectivités Territoriales et anime constamment des cadres de concertations d’acteurs sur les approches de développement afin de cadrer, les programmes de développement avec les politiques nationales sur la base des principes de droits de l'homme, dont entre autres :

* liberté d’expression et d’opinion des citoyens
* accès aux services socio-économiques, culturels,
* participation / inclusivité, consentement libre et éclairé sur les affaires concernant les peuples autochtones et les communautés locales.

En 2002, au Burkina Faso, avec l’appui du parlement SAAMI, j’ai été formé sur « les normes internationales des droits de l’homme et le processus politique relatif aux Peuples autochtones ». Plus de vingt (20) ans de vie professionnelle et d’appui aux acteurs locaux et nationaux (administrateurs, élus, leaders, Osc, Partenaires techniques et financiers) ont renforcé mes capacités sur les droits de l’Homme avec une bonne capacité à communiquer en Français (oral et écrit).

De 2009, date, de mon inscription au CIEDEL, à Lyon, (France), jusqu’en 2013, le concept de l’approche basée sur les droits humains (ABDH) a été assimilé stimulant ainsi mon rôle d’appui aux acteurs locaux.

**EXPERTISE PERTINENTE (200 mots)**

**Connaissance des instruments, normes et principes internationaux relatifs aux droits de l'homme. (Veuillez indiquer comment elle a été acquise).**

**Connaissance des mandats institutionnels liés au travail des Nations Unies ou d'autres organisations internationales ou régionales dans le domaine des droits de l'homme et en particulier dans le domaine du mandat. (Veuillez indiquer comment elle a été acquise).**

**Expérience professionnelle avérée dans le domaine des droits de l'homme et en particulier dans le domaine du mandat. (Veuillez indiquer le nombre d'années d'expérience).**

Ma formation au Centre International d’Etudes et Développement Local (CIEDEL), membre associé de la Faculté de Droit, Sciences Economiques et Sociales de la Faculté Catholique de Lyon, a été l’opportunité pour moi d’enrichir mes capacités sur les droits de l’homme.

J’ai acquis une large connaissance des instruments internationaux :

* Déclaration Universelle des droits de l’homme (DUDH)
* Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP)
* Le Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels (PIDESC)
* La Déclaration des Nations Unies sur les droits de Peuples autochtones (DNU-PA)
* Diverses conventions sur des droits spécifiques

Ma participation à certains évènements à Genève, depuis 2012, comme, l’ICG/OMPI, le MEDPA, le CSA/FAO et aux différents caucus et les panels autochtones a été un atout pour approfondir mes connaissances sur les mandats institutionnels liés au travail de l’ONU.

L’accompagnement des acteurs des Collectivités dans leur diversité tout en expliquant les textes législatifs et en orientant le choix des axes stratégiques de développement local, selon l’approche basée sur les droits de l’homme (ABDH), a permis de renforcer mes acquis et d’avoir une grille de lecture et d’analyse des écarts entre ces instruments et la réalité que vivent les populations.

**COMPÉTENCE ÉTABLIE (200 mots)**

**Compétence reconnue au niveau national, régional ou international en matière de droits de l'homme. (Veuillez expliquer comment cette compétence a été acquise).**

La conduite d’activités d’appuis techniques aux collectivités et les formations, des acteurs du territoire ont été le moyen d’acquérir et consolider des compétences qui s’articulent autour :

* des connaissances et paroles d’acteurs du territoire,
* des rôles et responsabilités d’acteurs dans l’application des textes législatifs
* la perception et réaction des acteurs face aux situations de droits, d’éthique et de justice,
* L’observation et l’analyse des diverses logiques d’intérêts d’acteurs,
* des connaissances d’outils traditionnels et locaux de gestion, de médiation et de prévention des conflits,
* d’une maitrise des textes législatifs et règlementaires et mécanismes nationaux et locaux, relatifs aux droits de l’homme
* du travail de lobbying et de plaidoyer comme levier pour obtenir / faire appliquer un droit
* de l’importance à comprendre le contexte culturel et le droit coutumier, comme moyen, pour faire la promotion des droits de l’homme
* de l’opportunité que représentent les ODD et l’approche basée sur les droits de l’homme (ABDH) pour satisfaire les attentes des citoyens

La modération d’ateliers d’acteurs de logiques d’intérêts différents, m’a permis, à chaque fois, de capitaliser des connaissances adaptées au contexte environnemental, socioéconomique et culturel et pouvoir orienter mes partenaires, pour la conduite à tenir.

**4. PUBLICATIONS OU DÉCLARATIONS PUBLIQUES**

**Veuillez énumérer les livres, articles, revues et rapports publiés importants et pertinents que le candidat a rédigés ou les déclarations publiques qu'il a faites, ou les événements auxquels il a participé en relation avec le mandat.**

**4.1 Indiquez trois publications en rapport avec le mandat demandé, par ordre de pertinence :**

**1. Titre de la publication :** article :Comment le Mali, a – t- il évacué la culture du peuple de l’Azawad

**Revue/Éditeur :** Le Saharien,N°132, revue trimestrielle éditée par la « Rahla »**,** page 35 à 37

**Date de la publication :** 1er trimestre 1995

**Lien internet, si disponible :**

**2. Titre de la publication :**

**Revue/Éditeur :**

**Date de publication :**

**Lien internet, si disponible :**

**3. Titre de la publication :**

**Revue/Éditeur :**

**Date de publication :**

**Lien internet, si disponible :**

**Si plus de trois publications, veuillez résumer (200 mots) :**

**Indiquez trois déclarations publiques ou événements auxquels le candidat a pu participer en rapport avec le mandat demandé, par ordre de pertinence :**

**1. Plate-forme/occasion/événement sur lequel la déclaration/prononcé public a été faite :**

**Organisateur de l'événement :**

**Date à laquelle la déclaration/prononcé public a été fait :**

**Lien internet, si disponible :**

**2. Plate-forme/occasion/événement sur lequel la déclaration/prononcé public a été fait :**

**Organisateur de l'événement :**

**Date à laquelle la déclaration publique a été faite :**

**Lien internet, si disponible :**

**Si vous en avez plus de trois, veuillez les résumer (200 mots) :**

* 2013 à 2019 Participation aux sessions de l’ICG et séminaires sur la PI
* Du 15 au 24 Juillet 2013 Rapport ICG25 : <https://www.wipo.int/meetings/en/doc_details.jsp?doc_id=259198>
* (page 24 et déclaration N° 51, page 31 et déclaration N°78, page 63 et déclaration N°272)
* Du 22 au 26 Avril 2013 : Rapport ICG 24 : <https://www.wipo.int/meetings/fr/doc_details.jsp?doc_id=243383>
* (page 34 et déclaration N° 93, page 37 et déclaration N°108, page 67 et déclaration N°224)
* 09 au 13 juillet 2018**:** participation à Genève à la 11ème session du MEDPA
* 2017 A 2019 : participation aux sessions du Commissariat à la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA / FAO) et Mécanisme de la Société Civile (MSC) et des Peuples Autochtones
* 25 au 27 novembre 2019 : participation à la 8ème session du Forum sur les entreprises et droits de l'homme
* 2013 à 2019 Participation aux caucus /Panels autochtones des différents mécanismes de l’ONU
* 14 Novembre 2016 : Plaidoyer pour influencer les politiques d'adaptation des agropasteurs aux changements climatiques lors de la COP 22 au Maroc
* Septembre 2011 : participation au séminaire de renforcement de capacité des organisations des peuples autochtones de l’Afrique à Douala au Cameroun. Le séminaire était organisé par le DoCip

**FLEXIBILITÉ/PREPARATION ET DISPONIBILITÉ DU TEMPS (200 mots)**

**de remplir efficacement les fonctions du mandat et de répondre à ses exigences, notamment en participant aux sessions du Conseil des droits de l'homme (CDH) à Genève et aux sessions de l'Assemblée générale à New York, en effectuant des visites dans le cadre des procédures spéciales, en rédigeant des rapports et en s'engageant auprès de diverses parties prenantes. Veuillez indiquer si le candidat peut consacrer au total environ trois mois par an aux travaux d'un mandat.**

**Veuillez noter que le travail des titulaires de mandat n'est pas rémunéré. Les personnes nommées en tant que titulaires de mandat exercent leurs fonctions à titre personnel. Ils ne font pas partie du personnel des Nations Unies, ne sont pas basés dans les bureaux des Nations Unies à Genève ou dans un autre lieu des Nations Unies et ne reçoivent pas de salaire ou d'autres compensations financières, à l'exception des frais de voyage et de l'indemnité journalière de subsistance des "experts en mission".**

Je comprends les exigences de travail d’un titulaire de Mandat :

* la neutralité lors des examens et études des dossiers et sujets de droit de l’homme,
* L’écoute attentive et la valorisation de la parole des acteurs,
* La disponibilité et la flexibilité dans le cadre du travail en équipe et lors des réunions et événements
* Une capacité d’observation, de recherche d’informations et d’analyse de sujets et de rédaction des rapports, compte-rendu de réunion, de mission, etc,
* Les missions de visites
* La participation aux sessions du Conseil de droit de l’homme à Genève, de l’Assemblée Générale de l’ONU, et les travaux de l’Instance Permanente (IP) à New York et toute autre mission qui me sera confiée.

Ma fonction actuelle, à savoir ; l’accompagnement des collectivités territoriales de la Région de Tombouctou, en qualité de consultant indépendant, me prédispose à consacrer plus de 3 mois par an, aux travaux d’un Mandat.

Mon ambition à faire partie du groupe d’Experts du MEDPA, est surtout, un engagement personnel, afin de se perfectionner davantage sur le thème des droits de l’homme en général et sur le processus relatif aux droits des peuples autochtones et non, la recherche d’un travail rémunéré.

**NOMINATION POUR LE MANDAT**

**Indiquez si le candidat a été désigné par (cochez toutes les cases qui s'appliquent) :**

**☐ Candidatures individuelles (à indiquer si le candidat se présente lui-même)**

**☐ Gouvernements**

**☐ Groupes régionaux opérant au sein des systèmes des droits de l'homme des Nations unies**

**☐ Organisations internationales ou leurs bureaux**

**☐ Organisations non gouvernementales**

**☐ Institutions nationales des droits de l'homme**

**☐ Autres organismes de défense des droits de l'homme**

**Nom de l'entité proposant la candidature et informations complémentaires sur la candidature (à utiliser le cas échéant, uniquement pour les candidatures de tiers) (200 mots) :**

**III. LETTRE DE MOTIVATION, COMPRENANT LES RAISONS POUR LESQUELLES VOUS POSTULEZ POUR LA RÉGION SOCIOCULTURELLE AUTOCHTONE SPÉCIFIQUE**

(limite de 600 mots. Doit être tapé dans l'espace ci-dessous et ne doit pas être envoyé dans un courriel séparé ou en pièce jointe. Doit être rédigé et signé (c'est-à-dire avec une signature dactylographiée) par le candidat lui-même, même s'il est désigné par une autre entité).

Je suis d’origine Touareg du Mali. J’ai été beaucoup marqué par l’esprit, l’élan de solidarité et le dévouement d’hommes et de femmes, qui dénoncent les violations de droits de nos peuples opprimés d’Afrique. Au début des années 1990, des jeunes Touareg, au Niger et au Mali, qui ne supportaient plus la marginalisation dont, leur peuple fait, ont déclenché, une rébellion armée. Cette rébellion a été la justification pour les forces armées et de sécurité de s ‘en prendre aux populations civiles. Il y a eu des nombreuses exactions de civils exécutés sommairement par les militaires. Le Mali et le Niger ne sont pas les seuls pays ayant connu des évènements douloureux. D’autres pays comme le Rwanda, le Burundi, ont vécu des situations d’extrême gravité, au cours des mêmes années.

Par ailleurs, le début des années 2000 a été marquée, au Sahel, par l’avènement du processus démocratique et de décentralisation à travers la création des Collectivités Territoriales auxquelles des compétences et missions dont la maîtrise d’ouvrage du développement local, selon les textes législatifs. C’est alors une opportunité à saisir, pas pour être un élu, mais pour devenir un technicien du développement local polyvalent dans une région où la précarité des conditions de vies des populations est commentée comme une indifférence des pouvoirs centraux. Un déficit criard en service sociaux de base (eau, santé, éducation) et une pauvreté endémique frappent, en effet, la population des zones arides Sahéliennes. La mauvaise gouvernance et les catastrophes naturelles aggravent cette situation.

Avec les collectivités naissantes, les lois nationales ainsi que les outils des agences de l’ONU ; exemple : les OMD et l’Agenda 30 (les années 2000), puis après, les ODD et l’approche basée sur les droits de l’homme (ABDH), etc, sont vulgarisés au niveau des collectivités pour mieux élaborer leurs programmes de développement tenant compte des droits de l’homme, indivisibles et interdépendants, basés, sur des principes, dont, la dignité, l’égalité et les libertés fondamentales.

Plus de 20 ans, j’accompagne les acteurs individuellement et collectivement, dans l’exercice de leur fonction d’agent ou structure de développement local. J’ai formé, les organisations de la société civile, les leaders communautaires, les élus…, sur les modules de base de la décentralisation au Mali et les outils de planification du développement local. Ce travail réalisé face et avec des acteurs pluriels de logique d’intérêts différents m’a beaucoup aidé à améliorer mes connaissances en droit en écoutant et en analysant des situations complexes

,

Avec mon expérience, mon intérêt personnel, pour les droits de l’homme s’est développé et m’a motivé à s’intéresser aux différents mécanismes de l’ONU, cités ci-dessus. J’ai eu l’opportunité à participer aux événements, se documenter et renforcer mes compétences, faire évoluer mon profil d’appui aux acteurs des territoires, en s’inscrivant dans une perspective juridique faisant converger le Développement Local et droits Humains.

C’est dans ce contexte que je manifeste, ma motivation, à travers la présente candidature, de membre titulaire de Mandat pour se mettre au service du MEDPA. Ma posture d’appui m’incite à s’instruire davantage sur les approches de droits et être polyvalent afin d’aider d’autres acteurs à réfléchir et comprendre la convergence entre le Développement Local et les Droits Humains. Nos peuples autochtones sont confrontés à des nombreux défis dont le risque de disparition de leurs éléments socio-culturels et historiques. Or la vie de nos peuples autochtones en symbiose avec l’environnement naturel, est d’un apport inestimable à l’humanité, à travers leurs savoirs et connaissances traditionnels. C’est pourquoi, je souhaite poursuivre l’accompagnement des acteurs du territoire en faisant la promotion des droits de l’homme, en général et des peuples autochtones en particulier et les couches les plus vulnérables.

**IV. LANGUES (LUES / ÉCRITES / PARLÉES)**

**Veuillez indiquer toutes les compétences linguistiques ci-dessous.**

**1. Langue maternelle :**Tamachek (Touareg)

**2. Connaissance des langues officielles des Nations Unies :**

**Arabe : Oui** ou non **: Si oui,**

**Lu: Facilement ou pas facilement :**pas facilement

**Écrit : Facilement ou pas facilement :** pas facilement

**Parlé : Facilement ou pas facilement :** pas facilement

**Chinois : Oui ou non : Si oui,**

**Lu: Facilement ou pas facilement :**

**Écrit : Facilement ou pas facilement :**

**Parlé : Facilement ou pas facilement : Parler : Facilement ou pas facilement :**

**Anglais : Oui ou non : Si oui,**

**Lu: Facilement ou pas facilement :** pas facilement

**Ecrit: Facilement ou pas facilement :**pas facilement

**Parlé : Facilement ou pas facilement : Parler :** pas facilement **:**

**Français : Oui ou non : Si oui,**

**Lu: Facilement ou pas facilement :** Facilement

**Écrit : Facilement ou pas facilement :** facilement

**Parlé : Facilement ou pas facilement :** Facilement

**Russe : Oui ou non : Si oui,**

**Lu : Facilement ou pas facilement :**

**Écrit : Facilement ou pas facilement :**

**Parlé : Facilement ou pas facilement : Parler : Facilement ou pas facilement :**

**Espagnol : Oui ou non : Si oui,**

**Lu: Facilement ou pas facilement :**

**Écrit : Facilement ou pas facilement :**

**Parlé : Facilement ou pas facilement : Parler : Facilement ou pas facilement :**

**V. DOSSIER SCOLAIRE**

**NOTE : Veuillez énumérer les qualifications académiques du candidat (niveau universitaire et supérieur, en indiquant le type de diplôme et le domaine d'études, et si le candidat est à temps plein ou à temps partiel ; par exemple, maîtrise en droit, Université de XXX, à temps partiel, 1975-1977, ville et pays). Si l'espace dans le tableau est insuffisant, plusieurs diplômes peuvent être énumérés sur une seule ligne ci-dessous, en les séparant par une ligne blanche.**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom du diplôme, domaine d'études et nom de l'établissement universitaire, à temps plein ou à temps partiel :** | **Années de présence**(fournir une fourchette de - à, par exemple 1999-2003 ;pour la formation continue, veuillez indiquer par exemple 2018-présent) : | **Lieu et pays :** |
| Titre d’Expert en Ingénierie de Développement local | 2009-2013  | CIEDEL, Membre associé de la Faculté de Droit, Sciences Economiques et Sociales de la Faculté Catholique de Lyon - France  |
| Technicien Programmeur d’Application en Informatique et gestion des bases de données | 1987-1991      | Educatel Belgique |
| Formation professionnelle en enrichissement des minerais | 1984-1985      | Kalana, Région de sikasso Mali |
| Diplôme d’Etudes Fondamentales | 1979      | Goundam - Mali |

**VI. DOSSIER PROFESSIONNEL**

**REMARQUE : Veuillez énumérer brièvement TOUS les postes professionnels pertinents occupés dans le domaine des droits de l'homme, en commençant par la profession actuelle (la plus récente) du candidat. Indiquez également si les postes occupés étaient à temps plein ou à temps partiel. Si l'espace dans le tableau est insuffisant, plusieurs postes peuvent être énumérés sur une seule ligne ci-dessous, en les séparant par une ligne blanche.**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom de l'employeur,****titre fonctionnel,****les principales fonctions du poste, à temps plein ou à temps partiel :** | **années de travail****(fournir une fourchette :”de - à”, par exemple “1999-2005” ;****pour les activités en cours, veuillez indiquer par exemple “2018-présent”) :** | **Place and country:** |
| Consultant Indépendant et FormateurFormation et accompagnement des acteurs du territoire* Appui aux collectivités territoriales
* Formation des acteurs du Développement Local
 | 2015 à 2020 | Tombouctou |
| Handicap International : Chef de Projet de Distribution Alimentaire Gratuite (DAG) et transfert monétaire, dans le cadre de la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables, dans la région de Tombouctou | 2013 - 2014 | TombouctouMali |
| Consultant Indépendant : Appui et accompagnement des collectivités territoriales | 2011 | TombouctouMali |
| PADL : Projet d’Appui au Développement Local : Coopération décentralisée Région de Tombouctou et Région Rhône Alpes en FranceActivités : appui aux collectivités territoriales |     2002 à 2010 | Tombouctou Mali |
| Secrétaire Général Collectivité : appui dans la gestion administrative et financière de Collectivité territoriale       | 2000 à 2002      | Essakane / Cercle Goundam, région de Tombouctou |
| Projet HCR –CECI (Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés - Centre Canadien d’Etudes et de Coopération Internationale)Fonction : Chef d’Antenne * Accueil des populations rapatriées par le HCR du Burkina Faso, du Niger et d’Algérie
* Organisation des opérations de distribution des vivres et non vivre pour l’installation des populations
 |    1997 à 1999   | Mopti et GaoMali      |
| Caritas – MauritanieChargé des micro-projets en faveur des réfugiés maliens en milieu urbain mauritanien | 1992-1993      | Nouakchott Mauritanie      |
| SOGEMORK à KalanaSuivi et contrôle des techniques d’enrichissement de minerais | 1984-1988 | Kalana, Région de sikasso Mali |

**VII. RESPECT DES DISPOSITIONS EN MATIÈRE D'ÉTHIQUE ET D'INTÉGRITÉ**

(de la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme)

A remplir par le candidat ou par l'entité qui le présente en son nom.

**1. À votre connaissance, le candidat a-t-il des relations officielles, professionnelles, personnelles ou financières qui pourraient l'amener à limiter la portée des enquêtes, à limiter la divulgation ou à affaiblir ou biaiser les conclusions de quelque manière que ce soit ? Si oui, veuillez expliquer.**

**Non**

**2. Existe-t-il des facteurs qui pourraient, directement ou indirectement, influencer, presser, menacer ou affecter de toute autre manière la capacité du candidat à agir de manière indépendante dans l'exécution de son mandat ? Dans l'affirmative, veuillez expliquer :**

**Non**

**3. Y a-t-il une raison, actuelle ou passée, qui pourrait remettre en cause l'autorité morale et la crédibilité du candidat ou le candidat a-t-il des vues ou des opinions qui pourraient nuire à la manière dont il s'acquitte de son mandat ? Dans l'affirmative, veuillez expliquer :**

**Non**

**4. Le candidat respecte-t-il les dispositions des paragraphes 44 et 46 de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme (veuillez répondre OUI si le candidat respecte ces dispositions, NON si le candidat ne les respecte pas, avec une explication) ?**

**Para. 44 : Le principe de non-accumulation des fonctions relatives aux droits de l'homme à un moment donné doit être respecté.**

**Par. 46 : Les personnes occupant des postes de décision au sein du gouvernement ou de toute autre organisation ou entité qui pourraient donner lieu à un conflit d'intérêts avec les responsabilités inhérentes au mandat sont exclues. Les titulaires de mandat agiront à titre personnel.**

**Non**

**5. Si le candidat est nommé titulaire d'un mandat, il devra prendre des mesures pour se conformer aux paragraphes 44 et 46 de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil. Dans le cas où la profession ou l'activité actuelle, même non rémunérée, du candidat pourrait donner lieu à un conflit d'intérêts (par exemple si un candidat occupe un poste de décision au sein d'un gouvernement) et/ou s'il y a une accumulation de fonctions dans le domaine des droits de l'homme (par exemple en tant que membre d'un autre mécanisme des droits de l'homme au niveau international, régional ou national), les mesures nécessaires pourraient consister à renoncer aux postes, professions ou activités. Le cas échéant, veuillez indiquer les mesures que le candidat prendra.**

**Oui**

**VIII. CERTIFiCATION ET SOUMISSION DE LA DEMANDE**

**A remplir par le candidat ou par l'entité qui le présente en son nom. Le nom du candidat ci-dessous doit correspondre à celui avec lequel il s’est inscrit sur la première page du formulaire et dans l'enquête en ligne.**

 **Je certifie que toutes les déclarations faites dans la présente demande sont vraies, complètes et faites de bonne foi. Je comprends que la falsification ou la dissimulation intentionnelle d'informations sera un motif de refus de la sélection ou de la nomination ou de retrait de toute nomination proposée ou, si une nomination a été faite et acceptée, de son annulation ou de sa résiliation immédiate.**

**Veuillez noter que, bien qu'aucune modification ne puisse être apportée après la soumission du présent formulaire de candidature et l'expiration du délai de candidature, tout changement pertinent de profession, d'emploi ou de poste actuel, ou tout autre fait ou circonstance pertinent, doit être porté à l'attention du secrétariat par courrier électronique (****hrcspecialprocedures@ohchr.org****).**

**Veuillez examiner la demande avant d'insérer votre nom et la date pour indiquer votre accord.**

**Nom :      MOHAMED ABBA Hamadi**

|  |  |
| --- | --- |
| **Date : 27/11/2020**  | C:\Users\ADJMOR\Documents\ANNEE 2020\BEFCAC\Consultant Indépendant\Signature Hamadi 2020\IMG-20201127-WA0150.jpg |

\*\*\*\*

1. La brève **enquête en ligne** est utilisée pour recueillir des informations à des fins statistiques, telles que les données personnelles (nom, sexe, nationalité), les coordonnées, le mandat de candidature et, le cas échéant, l'entité de désignation. **Les mêmes nom, sexe et nationalité** doivent être utilisés à la fois dans l'enquête en ligne et dans le formulaire de candidature Word.

 [↑](#footnote-ref-1)
2. Le **formulaire de candidature** en format Word comprend une lettre de motivation de 600 mots maximum (section III du formulaire). Le formulaire de candidature doit être rempli en anglais ou en français uniquement, les deux langues de travail du Secrétariat des Nations Unies. Le formulaire de candidature sera utilisé tel que reçu pour préparer la liste publique des candidats éligibles qui ont postulé au poste vacant. Les formulaires de candidature des candidats éligibles seront également affichés tels que reçus sur la page web publique du HCDH pour le processus de sélection. [↑](#footnote-ref-2)